

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 07/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOKAI COBEX SAVOIE

30 RUE LOUIS JOUVET
BP 16
69200 Vénissieux

Références : UDR-SSDAS-24-47-MF
Code AIOT : 0006103851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement TOKAI COBEX SAVOIE implanté 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée à la suite de la survenue d'un incendie dans un carneau d'un four du site. L'incident, survenu le dimanche 11 février 2024, a nécessité l'intervention des secours extérieurs et a généré des émissions atmosphériques durant 2h40.

L'exploitant a transmis un rapport d'incident le 14 février. L'inspection menée avait pour but d'identifier les causes du départ de feu, de vérifier la gestion de l'exploitant et de contrôler l'impact sur les installations et la gestion des éventuelles atteintes à l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOKAI COBEX SAVOIE
- 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103851

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société TOKAI COBEX SAVOIE dans son établissement de VENISSIEUX sont la formulation et la fabrication de barres de carbone par cuisson de barres de graphite. Les barres de graphite ainsi fabriquées sont utilisées en tant que électrodes pour la fabrication de l'aluminium par électrolyse ou pour fabriquer diverses pièces mécaniques en carbone adapté à des environnements très chauds ou agressifs.

L'établissement mettra prochainement en œuvre une unité de broyage de graphite pour la fabrication de carbone en poudre qui rentrera dans la fabrication de batteries.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/02/2024, article Article R512-69	Demande d'action corrective	4 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Conclusions sur MTD, dans l'industrie des métaux non ferreux	Décision d'exécution du 13/06/2016, article Article 11,4Article 1,9,1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 19/07/2022, article Article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 11/09/2019, article Article 8,5,2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées relève que le rapport d'incident transmis par l'exploitant à la suite de l'évènement doit être sensiblement complété afin d'intégrer une analyse plus approfondie des causes, des actions correctives suffisantes, et un bilan exhaustif des contrôles relatifs aux éventuelles atteintes à l'environnement.

Concernant ce dernier point, des demandes complémentaires sont formulées. Par ailleurs, l'Inspection note que, depuis 2015, c'est le 5ème évènement de type « incendie » qui se produit sur les installations de ce site, sans retour d'expérience consolidé.

Enfin, l'Inspection constate qu'en cas d'incendie ou d'élévation de température dans le circuit d'extraction et de traitement des fumées, ce circuit se met en sécurité et les fumées sont alors

extraites par un second circuit de "by pass" qui ne dispose pas de système de traitement ou de filtration. Ainsi les fumées sont directement rejetées à l'atmosphère.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2024, article Article R512-69
Thème(s) : Autre, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Les inspecteurs se sont appuyés sur le rapport d'incident transmis par l'exploitant le 14 février, soit 3 jours après la survenue de l'incendie dans le carneau du four. Ce rapport répond en partie aux dispositions de l'article suscitée. Il ne fait en effet pas mention des « mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme ». De plus, les causes de l'incident étaient en cours d'investigations. Les inspecteurs notent que cet incident (départ de feu et intervention des secours extérieurs) est le 5ème de ce type depuis 2015. Cette fréquence est notable. Lors de l'inspection, l'exploitant précise que l'échauffement à l'origine du départ de feu dans le carneau se serait produit au niveau des sondes de température du collecteur. Ce collecteur (dénommé également « caisson » en séance) est situé à la sortie du carneau du four, en amont du circuit d'extraction et de traitement des fumées. A la suite de l'incident, l'exploitant a en effet constaté que les sondes étaient notablement encrassées par des amas importants de suie et de goudron, et que ces amas ont été susceptibles de s'échauffer du fait des flux d'air chaud d'extraction. Depuis plusieurs mois, l'exploitant constate une remontée, en salle de commande des installations, d'une information de température aberrante de ces deux sondes au regard des valeurs des sondes des collecteurs des autres fours. Cette aberration s'expliquerait, d'après l'exploitant, par le fait que les amas de suie et charbon aurait créés une gangue isolante autour des sondes. Or, le carneau n'étant pas équipé de système de détection ou de lutte contre l'incendie, ces sondes de températures, situées au niveau du collecteur, constitue la première barrière de surveillance et d'alerte. De plus, deux buses de sprinklage sont asservies à ces sondes et doivent déclencher en cas de détection d'élévation anormale de la température.

<p>Cet « encrassement » des sondes est dû à un défaut d'organisation de maintenance de l'exploitant et a des conséquences notables sur la prévention et la gestion d'un départ de feu dans le carneau. Des actions correctives sont attendues.</p> <p>De plus, les inspecteurs ont constaté que le calcul des émissions atmosphériques générées durant l'incendie doit être affiné afin d'évaluer plus précisément et de manière conservatrice la quantité rejetée de poussières et de substances.</p> <p>Enfin, les effets sur l'environnement doivent être complétés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation des données des stations météo situées aux alentours du site - l'analyse des jauges de poussières situées aux abords du site - des analyses complémentaires des végétaux aux abords du site, sous les vents lors de l'incident - l'analyse des piézomètres
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 4 mois, de transmettre une mise à jour du rapport d'incident en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des causes identifiées à la suite des investigations menées • les actions correctives envisagées pour éviter le renouvellement de ces causes, notamment en ce qui concerne la gestion de la maintenance des sondes de température des collecteurs de l'ensemble des fours du site. • l'actualisation de l'estimation des émissions atmosphériques • les résultats des contrôles complémentaires afin de caractériser une éventuelle atteinte à l'environnement : analyse des stations météo, analyse des piézomètres, analyse des végétaux aux abords du site et analyse des jauges de poussières <p>L'Inspection demande par ailleurs à l'exploitant de ré-étudier conjointement les rapports d'incident des 5 départs de feu survenus depuis 2015 afin d'identifier des caractéristiques ou des causes communes et de mettre en œuvre, le cas échéant, les actions correctives nécessaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, émissions des installations soumises à autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p>

En cas d'élévation notable de la température, ou de départ de feu, dans les collecteurs, en sortie des carnaux des fours, ou dans le circuit d'extraction et de traitement des fumées, ce dernier s'isole afin d'éviter son endommagement ou une inflammation des gaz chaud par la flamme présente dans le surchauffeur du circuit.

Cette isolation crée un by-pass du circuit de traitement et les fumées sont directement rejetées à la cheminée sans traitement ni filtration. L'incendie du 11 février a eu lieu alors que le four était en processus d'arrêt depuis la veille au soir, sachant qu'il faut 3x24h pour un refroidissement permettant d'intervenir dans les alvéoles du four et que des opérations de maintenance étaient planifiées à l'issue de cet arrêt.

Les inspecteurs ont donc noté que durant 2h40, durée d'intervention des secours extérieurs afin de maîtriser complètement la température dans le carneau du four et le collecteur, les fumées ont été directement rejetées à l'atmosphère.

Or, parmi les substances émises, se trouvent des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), polluants organiques persistants, constituants naturels du charbon et du pétrole. Ces substances sont donc susceptibles de présenter des inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'absence totale de système de filtration ou de traitement de cette voie de rejet en cas de by-pass du circuit d'extraction principal n'est pas de nature à répondre aux exigences réglementaires de conception et d'aménagement afin de prévenir et de limiter les émissions de polluants dans l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 6 mois, de transmettre un plan d'action, assorti d'échéances et d'une étude technico-économique, visant à prendre les dispositions nécessaires de conception et d'aménagement du circuit de by-pass d'extraction des gaz afin de limiter les émissions de polluants dans l'environnement.

Les éventuelles évolutions nécessaires pourront être présentées ou instruites dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale envisagé par l'exploitant dans le cadre de la construction d'un nouveau four.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conclusions sur MTD, dans l'industrie des métaux non ferreux

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 13/06/2016, article Article 1,1,4Article 1,9,1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

MTD 5. Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions diffuses dans l'air et dans l'eau, la MTD consiste à collecter les émissions diffuses au plus près de la source et à les traiter.

<p>MTD 180. Afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de HAP dues à la cuisson, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous</p> <p>a Électrofiltre, en combinaison avec une étape d'oxydation thermique (par exemple oxydation thermique régénérative) lorsque la formation de composés hautement volatiles est probable (Applicable d'une manière générale)</p> <p>b Oxydation thermique régénérative, en association avec un prétraitement (électrofiltre, par exemple) lorsque l'effluent gazeux a une teneur élevée en poussières (Applicable d'une manière générale)</p> <p>c Dispositif d'oxydation thermique (Non applicable aux fours à feux mobiles continus)</p>
<p>Constats :</p> <p>En lien avec le point de constat précédent n°2, les MTD (meilleures techniques disponibles) du BREF (issu de la Directive IED) nommé « NFM » pour l'industrie des métaux non ferreux, s'applique aux installations de l'exploitant, particulièrement la MTD 180 qui vise l'activité de cuisson.</p> <p>Cette MTD définit des techniques, dont deux sont applicables d'une manière générale, afin de réduire les émissions atmosphériques de poussières et de HAP. Or, ce sont les constituants principaux des émissions atmosphériques qui ont été générées durant 2h40 au cours de l'incident. Comme indiqué précédemment, l'absence de système de traitement ou de filtration sur le circuit de by-pass d'extraction des gaz en cas d'incident ne permet pas de réduire les émissions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 6 mois, de se positionner, dans le cadre du plan d'action demandé précédemment au constat n°2, sur la conformité aux MTD mentionnées ci-dessus du circuit de by-pass d'extraction des fumées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/07/2022, article Article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La définition et la mise en œuvre des moyens de confinement en cas de pollution accidentelle/incendie sur le site sont réalisées selon l'échéancier suivant : T2 2023 fin des travaux et réception finale*</p>
<p>Constats :</p> <p>Les inspecteurs ont constaté que la mise en œuvre des moyens de rétention et de confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution n'ont pas été initiées, en écart à l'échéancier précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Dans le cadre de l'incendie, objet de l'inspection, aucune eau d'extinction n'a été utilisée sur les bâtiments des fours. La présence d'une capacité de rétention n'a pas été nécessaire.</p> <p>Néanmoins, la mise en œuvre des dispositions précitées doivent être réalisées à court terme.</p> <p>L'exploitant a précisé aux inspecteurs que le budget avait été acté et que l'établissement des devis</p>

<p>était en cours.</p> <p>L'Inspection précise que la mise en œuvre de ces dispositions sera un préalable à l'autorisation environnementale souhaitée par l'exploitant dans le cadre de la mise en service de son nouveau four.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous 2 mois, les éléments démontrant l'engagement des actions dans la mise en œuvre des dispositions de rétention et de confinement précitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/09/2019, article Article 8,5,2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée : en cas d'incendie issu de la zone OTR, les eaux sont collectées de la façon suivante : [...] réalisation d'une analyse de la qualité des eaux avant leur rejet vers le réseau d'eaux usées communal ou leur élimination en filière déchets</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'incendie survenu le 11 février, le circuit de traitement et d'extraction des fumées des fours, nommé OTR, a été arrosé afin de prévenir et de limiter toute éventuelle montée en température. Les inspecteurs ont constaté que la zone sous l'OTR dispose d'une capacité de rétention adaptée.</p> <p>Les eaux d'extinction ont ensuite été collectées puis entreposées dans des citernes.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la stratégie de gestion de ces eaux n'était pas encore définie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 2 mois, de transmettre les résultats des analyses de la qualité des eaux réalisées avant leur rejet vers le réseau d'eaux usées communal ou les attestations démontrant leur élimination en filière déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>